JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

F. ROSENFELD

Variations des prix et de la circulation monétaire en Syrie et au Liban au cours de la deuxième guerre mondiale

Journal de la société statistique de Paris, tome 87 (1946), p. 35-45

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1946__87__35_0>

© Société de statistique de Paris, 1946, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

V

VARIATIONS DES PRIX ET DE LA CIRCULATION MONÉTAIRE EN SYRIE ET AU LIBAN AU COURS DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

I. — *Introduction.*
1. Intérêt de l'étude.
2. L'économie syro-libanaise
3. L'évolution politique.
4. Les incidences de la guerre sur la Syrie et le Liban.

II. — *Accroissement de la masse monétaire.*
1. Les faits :
a) La circulation monétaire.
b) Les dépôts en banque.
2. Les causes :
a) Les dépenses d'ordre militaire.
b) La réduction des importations.
c) Le contrôle des changes.
d) Le financement des récoltes de céréales.
e) La spéculation et la hausse des prix.
3. La balance des paiements.

III. — *La hausse des prix.*
1. Le mécanisme de la hausse des prix :
a) L'offre.
b) La demande.
c) La spéculation.
2. La mesure de la hausse des prix :
a) Les marchandises.
b) Le coût de la vie.
c) Les cours de l'or.
d) Les valeurs mobilières.
e) Les prix des terres et des immeubles.

IV. — *L'intervention des pouvoirs publics.*
1. Les difficultés particulières de cette intervention.
2. L'action sur le plan économique.
3. L'action sur le plan monétaire et financier.
4. Les résultats.

V. — *Les relations entre la quantité de monnaie et le niveau des prix*

VI. — *Nature du phénomène.*

I — Introduction

1. *Intérêt de l'étude.*

Il est bien rare qu'en économique on puisse se permettre de faire de l'expérimentation et de provoquer des variations importantes de facteurs primordiaux, aussi est-il du plus haut intérêt de saisir l'occasion qui nous a été offerte par le bouleversement général dû à la guerre pour mesurer des phénomènes de grande amplitude.

Dans le Proche Orient, nous sommes en présence de pays ayant peu contribué aux actes de guerre, mais dont l'économie a fortement ressenti les conséquences du conflit mondial. L'examen de l'évolution de l'économie, sous la pression des circonstances, est, certes, de nature à enrichir la connaissance des faits économiques, et c'est par l'accroissement de cette connaissance, encore imparfaite, que la science économique peut progresser.

2. *L'économie syro libanaise.*

La Syrie et le Liban forment une seule entité économique. Longtemps groupés sous la domination ottomane, puis soumis à une direction commune par le mandat français, ces pays restent encore liés par une union économique et douanière. Les biens et les personnes circulent presque librement d'un État à l'autre et leurs monnaies, en tous points semblables, ont pouvoir libératoire sur les deux territoires. Il est donc nécessaire, dans cette étude purement économique, de ne point séparer la Syrie du Liban.

L'économie de ces deux pays, comme celle de tous les pays du Proche-Orient, est caractérisée par une prédominance de l'activité agricole, qui ne bénéficie pas encore pleinement des progrès de la technique moderne, et par l'absence de tradition industrielle proprement

dite. Ils sont donc tributaires de l'étranger pour la plus grande partie des produits manufacturés qu'ils consomment et offrent à l'exportation des produits de l'agriculture et de l'élevage : céréales, fruits frais ou secs, huile d'olive, soie brute, laine brute. Une grande activité commerciale avec les pays voisins, le tourisme et des envois d'argent de Libanais et de Syriens émigrés viennent compléter les revenus des deux pays.

3. *L'évolution politique.*

Du point de vue politique, on peut dire qu'au cours de cette guerre s'est achevée l'indépendance de la Syrie et du Liban. Cette indépendance, promise par le traité de 1936, n'était pas encore effective en 1939, par suite de la non ratification de ce traité par le parlement français. Elle fut proclamée par le général Catroux les 26 et 27 novembre 1941 et les pouvoirs constitutionnels furent aménagés dans le courant de l'année 1943. En 1944, les pouvoirs exercés encore par la France en Syrie et au Liban furent transférés aux gouvernements locaux.

4. *Les incidences de la guerre sur la Syrie et le Liban.*

Les incidences de la dernière guerre mondiale ont été sensibles dans ces deux pays. Dès le 2 septembre 1939, ils furent placés dans la zone des armées, et l'état de siège proclamé le 9 septembre. Une grande armée y stationna sous les ordres du général Weygand. Toutes les mesures furent prises pour placer l'économie des pays sur pied de guerre.

L'armistice de juin 1940 et la fidélité du Haut Commissaire au gouvernement de Vichy eurent pour résultat de soumettre les deux territoires à un sévère blocus de la part des Alliés; ce blocus eut d'importantes répercussions sur l'équilibre économique de la Syrie et du Liban et fut à l'origine de la hausse des prix et de la disparité qui subsiste encore entre les prix syro libanais et ceux des autres pays du Proche Orient. La campagne fratricide de juin 1941 amena la guerre sur la terre même de la Syrie et du Liban et en élimina le contrôle ennemi.

En 1942, les populations syrienne et libanaise eurent encore une alarme lorsque l'étau allemand se resserrait sur elles en atteignant les champs pétrolifères du Caucase, d'une part, et El Alamein de l'autre. Au début de 1943, le centre de gravité de la guerre s'éloignait définitivement du Proche Orient, la question de sécurité était écartée, il ne restait plus que des préoccupations d'ordre économique.

En effet, pendant la période de défense et de repli sur soi même, de graves symptômes de déséquilibre économique apparaissaient dans le Proche-Orient : accroissement considérable de la circulation monétaire, pénurie de marchandises et hausse très sensible des prix.

II. — Accroissement de la masse monétaire

1. *Les faits :*

a) *La circulation monétaire.*

La circulation monétaire a augmenté dans des proportions considérables. En juin 1939, la quantité totale de monnaie en circulation en Syrie et au Liban (billets de banque et monnaie divisionnaire) s'élevait à L. L. S. 38.461.000 (1); fin septembre 1945, elle atteignait L. L. S. 410.338.000, soit plus de dix fois le montant d'avant guerre.

Les accroissements relatifs les plus importants ont eu lieu pendant la période du blocus, de juin 1940 à juin 1941, avec une augmentation de la circulation de 74 % et, au cours de l'année 1942, responsable à elle seule d'un accroissement de 89 millions, soit de 82 %. L'année 1942 avait été marquée par de très gros travaux militaires et par le premier financement des récoltes céréalières par les soins des pouvoirs publics.

Tableau

(1) Une livre libanaise ou syrienne (L. L. S.) s'échangeait jusqu'au 8 février 1944 contre 20 francs français. Du 8 février 1944 au 26 décembre 1945 le taux de change était fixé à 22 fr. 65. Depuis cette dernière date, il est de 54 fr. 35.

Nombres-indices.

Base juin 1939 = 100, à l'exception des prix de détail, cours de l'or et cours des valeurs mobilières pour lesquels la base est août 1938 juillet 1939.

	CIRCULATION monétaire	DÉPÔTS en banque	CIRCULATION et dépôts	PRIX de gros	PRIX de détail	COUT de la vie	COURS de l'or	COURS des valeurs mobilières
Mars 1939	—	—	—	—	102	—	—	—
Juin —	100	100	100	100	96	100	98	104
Sept. —	119	—	—	108	104	—	113	—
Déc. —	132	118	126	134	122	108	120	106
Mars 1940	132	—	—	130	120	—	148	101
Juin —	154	132	144	135	126	—	261	119
Sept —	177	—	—	155	155	—	216	137
Déc. —	218	178	203	205	183	—	168	153
Mars 1941	224	—	—	245	226	—	234	208
Juin —	267	114	203	290	271	—	203	225
Sept. —	282	—	—	325	294	—	196	230
Déc. —	282	160	231	375	347	210	207	249
Mars 1942	293	—	—	553	484	259	249	301
Juin —	385	239	324	631	500	275	261	355
Sept. —	464	—	—	675	578	300	284	514
Déc —	514	432	481	761	665	365	267	948
Mars 1943	541	—	—	817	670	403	319	738
Juin —	584	503	552	860	671	419	379	670
Sept. —	743	—	—	811	608	439	270	441
Déc. —	728	785	752	901	727	500	293	520
Mars 1944	722	—	—	923	716	539	290	496
Juin —	761	732	751	913	716	537	284	402
Sept. —	869	—	—	912	767	537	267	400
Déc. —	911	925	919	1.088	847	594	291	461
Mars 1945	897	978	933	1 076	954	618	283	448
Juin —	980	982	983	1 019	731	562	333	438
Sept. —	1 067	1.004	1.040	972	740	573	399	438
Déc. —	995	1.157	1.063	1.045	807	601	355	539

b) *Les dépôts en banque.*

En même temps que la quantité de monnaie en circulation, les dépôts dans les banques situées en Syrie et au Liban ont subi un accroissement du même ordre de grandeur. Les statistiques régulières des dépôts dont on dispose actuellement remontent à décembre 1939, mais on peut estimer le total des dépôts fixes et des dépôts à vue, au 30 juin 1939, à 28 millions de L. L. S. Fin juin 1945, ce total atteignait 275 millions, soit près de dix fois le montant d'avant-guerre.

Il est vrai que ce coefficient d'accroissement doit être rectifié du fait qu'une partie des dépôts détenus par les banques privées a été pendant la guerre redéposée auprès de l'Institut d'émission, alors que la totalité faisait auparavant l'objet de placements à l'extérieur. Le double emploi provenant de ce fait peut être évalué à 20 millions de L. L. S. en juin 1945, ce qui ramène le total des dépôts à 255 millions et le coefficient d'augmentation à 811 %.

Signalons en passant que les dépôts bancaires sont relativement beaucoup plus importants au Liban qu'en Syrie (L. L. S. 180.000 au Liban contre L. L. S. 79.000 en Syrie). Ceci est dû, d'une part, au fait que le système bancaire est davantage utilisé dans le premier des deux pays et, d'autre part, à ce que sur les sommes déposées 141 millions représentent des dépôts d'administrations publiques ou d'organismes officiels, inscrits, pour une grande partie, auprès de l'agence de Beyrouth de la Banque de Syrie et du Liban.

L'ascension de la courbe des dépôts a été interrompue deux fois : d'abord au cours du premier semestre de l'année 1941, alors que le choc de juin 1941 semblait imminent, ce qui amenait les déposants à retirer leurs liquidités, et, ensuite, au début de 1944, période de transfert des pouvoirs, pendant laquelle la spéculation, débridée, faisait appel au numéraire. Dans les deux cas, les disponibilités monétaires ne faisaient que passer d'un vase dans l'autre et, pour mesurer l'accroissement monétaire total, il convient d'additionner les deux contenus.

2. *Les causes.*

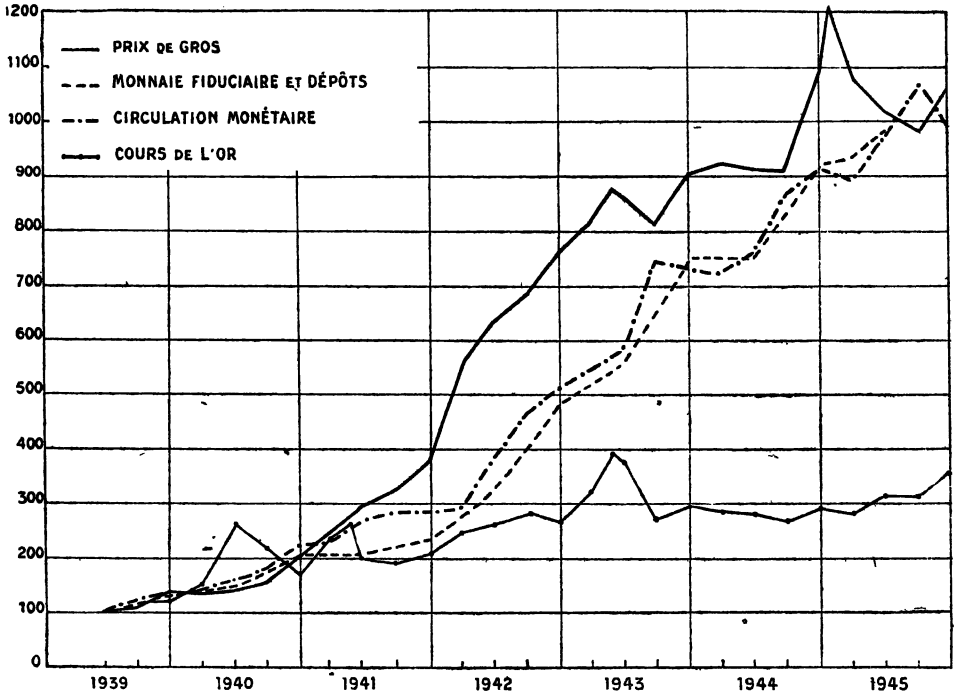
a) *Les dépenses d'ordre militaire.*

La cause principale de cet accroissement de la masse monétaire est constituée, sans aucun doute, par les dépenses d'ordre militaire.

La défense du Proche-Orient et le stationnement de grandes armées (Corps expéditionnaire d'Orient, 8e et 9e armées) ont entraîné d'énormes dépenses dans cette région, de la part des puissances alliées, notamment de la Grande Bretagne et de la France.

Avant la guerre déjà, les autorités françaises dépensaient, dans les États du Levant pour leurs services administratifs et l'entretien des troupes, un montant annuel de l'ordre de 7 millions de L. L. S. Avec la dévaluation du franc, ces dépenses ont été portées à 11 millions en 1938 et, en 1939, la guerre les portait à plus du double de ce montant, et elles furent

NOMBRES INDICES (Base Juin 1939 = 100).



particulièrement élevées en 1940, avec la présence du Corps expéditionnaire d'Orient. Après la campagne de 1941, les dépenses de l'armée britannique vinrent s'ajouter à celles des Forces Françaises Libres.

On pourrait estimer l'ensemble des dépenses d'ordre administratif et militaire des services français et britanniques en Syrie et au Liban au cours des six années de guerre à 800 millions de L. L. S. environ. Ce montant comprend, entre autres, les frais de construction de 232 kilomètres de voie ferrée reliant Haïfa à Tripoli, exécutés par la 9e armée. Ces frais s'élèvent à eux seuls à plusieurs dizaines de millions de L. L. S.

Si l'on rapproche le chiffre de ces dépenses de celui de l'accroissement de la masse monétaire, on se rend bien compte que c'est là que réside la source primordiale d'enrichissement de la Syrie et du Liban.

b) *La réduction des importations.*

Les disponibilités monétaires auraient dû, en temps normal, être utilisées pour l'acquisition de biens et de services à l'étranger et se traduire ainsi, pour ces contrées, par un enrichissement réel. Au contraire, la pénurie des transports, la fermeture de certains marchés et les restrictions aux exportations des pays belligérants ont conduit à une diminution considérable des achats à l'étranger.

Le tonnage des importations, qui s'élevait à 561.000 tonnes en 1938 tombait, en effet, à 313.000 tonnes en 1940 et à 273.000 tonnes en 1941. L'indice du quantum montre que l'importance des importations était, en 1941, le quart de celle d'avant guerre. Par la suite, malgré une reprise du tonnage importé, l'importance réelle du commerce d'importation est restée réduite de moitié en raison de la diminution, relativement très grande, des importations de produits manufacturés de grande valeur spécifique (textiles, produits chimiques et pharmaceutiques, machines, etc...).

Commerce d'exportation de la Syrie et du Liban.

ANNÉES	QUANTITÉS en milliers de tonnes	VALEURS en millions de L. L. S	INDICE DU QUANTUM Base 1938 = 100
1938	561	71	100
1939	542	76	101
1940	313	57	60
1941	273	40	24
1942	503	107	53
1943	428	110	49
1944	429	94	42
1945	515	131	

Le ralentissement du commerce d'importation a agi doublement sur l'économie locale : tout d'abord la raréfaction des produits d'importation a provoqué une diminution de l'offre de marchandises et a contribué à la hausse des prix, ensuite les sommes d'argent qui auraient normalement été utilisées pour l'achat de produits étrangers sont demeurées dans le pays et ont accentué le malaise causé par la pléthore de signes monétaires.

c) *Le contrôle des changes.*

Le contrôle des changes, institué le 3 septembre 1939, est venu en Syrie et au Liban, comme partout ailleurs, s'opposer à la sortie des capitaux. Mais, dans cette période particulière de balance des paiements à excédent en quelque sorte forcé, la possibilité d'investir les capitaux à l'étranger aurait offert un moyen de décongestionner le marché monétaire local.

Malgré l'établissement d'une liaison avec le Sterling area en juillet 1941, les transferts de fonds sont restés soumis à des restrictions sévères jusqu'en mai 1943. Il est vrai que ces restrictions avaient comme contre partie la non déclaration des avoirs à l'étranger et le libre commerce de l'or à l'intérieur. Cependant, depuis le 30 mai 1943, l'Office des Changes a été autorisé à céder sans limitation les devises du Sterling area et, de plus, après les accords franco britanniques du 8 février 1944 et avec l'approbation des gouvernements syrien et libanais, le Liban et la Syrie ont été rattachés au nouveau Bloc franc, ce qui implique certaines facilités de transferts avec les pays de cette zone.

Ainsi, le contrôle des changes a empêché, jusqu'en mai 1943, le trop plein monétaire de s'écouler à l'étranger et, de ce fait, a permis à certains éléments troubles de jeter par moments le discrédit sur la monnaie qui n'était pas librement convertible en devises fortes. Par la suite, de juin 1943 à février 1944, on a pu effectivement constater certains transferts, notamment en Égypte, mais, après les accords de février 1944, qui ont assuré à la monnaie syro-libanaise à la fois les avantages du Bloc franc et du Sterling area ainsi qu'une garantie de change pour la couverture en francs, les détenteurs de livres libanaises ou syriennes ont préféré les conserver par devers eux et il s'est produit un ralentissement dans les sorties de capitaux.

d) *Le financement des récoltes de céréales.*

Pour mettre un terme à la spéculation sur les céréales et au mouvement d'accaparement, le monopole de l'achat, du commerce et du transport de ces denrées fut confié, dès avril 1942, à un Office des céréales panifiables (O. C. P.). Cet organisme devait donc acheter tous les excédents de production aux cultivateurs pour les revendre aux services du ravitaillement, lesquels se chargeaient (et se chargent encore) de la distribution au public. Les quantités de céréales achetées en 1942 ont été de l'ordre de 200.000 tonnes, en 1943 elles étaient de 400.000 tonnes.

Le financement de ces opérations exigeait des sommes très importantes qui furent avancées jusqu'à l'année dernière par la Caisse Centrale de la France Combattante (devenue maintenant la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer). Théoriquement, en fin de campagne, les avances auraient dû être remboursées, mais, par suite des lenteurs inévitables dans les recouvrements, l'O. C. P. restait continuellement débiteur de sommes importantes : 45 millions de L. L. S. fin 1942, 107 millions fin 1943 et 40 millions fin 1944. On conçoit donc que ces avances aient constitué un élément important de gonflement monétaire quoique variable suivant un rythme saisonnier.

Actuellement, l'O. C. P. est remplacé par un nouvel organisme, la « MIRA », dont le financement est assuré par des avances des Trésors syrien et libanais.

e) *La spéculation et la hausse des prix.*

En 1941, 1942 et au cours de la première moitié de 1943, un mouvement de spéculation intense et d'accaparement des produits s'est emparé des marchés libanais et syrien et, pour le public, c'était la course aux approvisionnements. Les spéculateurs, voyant la possibilité de réaliser des affaires fructueuses, essayaient par tous les moyens de développer

leurs opérations et, pour cela, ils faisaient appel à tout le numéraire disponible, ce qui contribuait à augmenter la circulation fiduciaire.

La hausse des prix intérieurs, qui a fatalement accompagné ce processus inflationniste, entraînait des débours accrus de la part des forces alliées pour le financement des travaux, les achats sur place et les frais d'entretien. C'est le cercle vicieux de l'abondance monétaire qui entraîne la hausse des prix et de la hausse des prix qui fait appel à de nouvelles masses de monnaie.

3. *La balance des paiements.*

Il convient maintenant de voir dans quelle mesure l'afflux d'argent frais a été compensé par les sorties de fonds, en d'autres termes, il s'agit d'essayer d'établir, pour la période étudiée, la balance des paiements de l'union économique syro libanaise.

L'établissement de la balance des paiements d'un pays est une tâche extrêmement ardue, elle est rendue encore plus difficile pour le Liban et la Syrie par la pénurie de statistiques. Cependant, grâce à l'institution du contrôle des changes, un essai a pu être tenté à partir de l'année 1939.

Voici comment se présente cette balance approximative des paiements :

Balance des paiements.
en milliers de L. L. S.

	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Entrées de fonds.						
Paiement des exportations et des réexportations	37.400	19.500	11.300	23.800	32.000	46.900
Envois des émigrés	27.200	19.400	12.800	10 000	14.000	31.000
Autres entrées connues	24.500	73.300	63.600	271 800	320.300	340.000
TOTAL	89.100	112.200	87.700	305 600	366.300	417.900
Sorties de fonds.						
Paiements des importations	75.600	57.100	40.200	107.200	110.100	93.600
Autres sorties connues			26.500	41.000	93.000	222.000
TOTAL	75.600	57.100	66.700	148.200	203.100	315.600
Balance	+ 13.500	+ 55.100	+ 21 000	+ 157.400	+ 163 002	+ 102.300
Répartition intérieure.						
Accroissement de la circulation fiduciaire	17.000	33.100	24.600	87.500	79.300	67.800
Accroissement des dépôts	10.000	17.800	— 5.600	70.000	90.000	39.900
Diminution des avances		1.700	— 7 500	— 2.500	1.500	— 43.800
TOTAL	27 000	52.600	11.500	155.000	170.800	63.900
Écarts	+ 13 500	— 2.500	— 9.500	— 2.400	+ 7 600	— 38 400

La rubrique « autres entrées connues » comprend les dépenses effectuées par les autorités administratives et militaires françaises et britanniques, les entrées de fonds pour le financement des récoltes céréalières et des entrées diverses en devises étrangères enregistrées par l'Office des Changes, notamment les dépenses des touristes.

La rubrique « autres sorties connues » comprend des rapatriements de capitaux français, en 1941, des sorties diverses en devises étrangères enregistrées par l'Office des Changes et le paiement d'importants achats d'or effectués par le public en 1943, par l'entremise de la banque d'émission.

Il est certain que des éléments ont été omis, mais la balance ainsi obtenue ne prétend représenter qu'une approximation. La correction de cette approximation peut être évaluée par la comparaison du montant de la balance de paiements à celui de l'enrichissement en avoirs monétaires qui a été porté dans le même tableau. Les écarts annuels que l'on peut constater sont dus à l'omission des mouvements invisibles de capitaux et aux opérations chevauchant sur deux années.

Le total des excédents de la balance des paiements de la Syrie et du Liban atteint 512 millions de L. L. S. pour les six années allant de 1939 à 1944. L'accroissement total des avoirs monétaires pendant la même période est de 481 millions de L. L. S. L'écart est de l'ordre de 6 %.

La monnaie et les dépôts étant pour leur presque totalité gagés par des avoirs sur l'étranger, en tenant compte, d'une part, des dépôts étrangers en Syrie et au Liban et, d'autre part, des transferts de capitaux syriens ou libanais dans les autres pays, on peut estimer que le patrimoine monétaire syro libanais s'est enrichi, au cours de cette guerre, d'une créance sur l'étranger de l'ordre de 500 millions de L. L. S.

III. — La hausse des prix

1. *Le mécanisme de la hausse des prix.*

Qu'on le veuille ou non, les prix s'établissent sur un marché par le jeu de l'offre et de la demande; les pouvoirs publics ne peuvent s'en rendre maîtres que dans la mesure où ils détiennent le contrôle de l'offre, à savoir la production, les importations et les stocks et celui de la demande, c'est à dire s'ils peuvent imposer à chaque individu les quantités à consommer. Nous verrons plus loin comment les pouvoirs publics sont intervenus dans le circuit production consommation; examinons d'abord les facteurs, pour ainsi dire, naturels de ce circuit.

a) *L'offre.*

Nous avons vu que les quantités de produits importés avaient diminué, par rapport à l'avant-guerre, de 40 % en 1940, de 76 % en 1941 et de près de 50 % les années suivantes. Il y a donc eu pénurie marquée de produits d'importation, notamment d'articles manufacturés et plus spécialement de tissus et de machines.

La production industrielle locale, malgré un effort stimulé par la facilité de la vente et la hausse des prix, ne s'est pas accrue considérablement en raison de l'absence d'outillage, de techniciens, de force motrice et même de matières premières. Elle a donc été loin de suppléer à l'absence de produits d'importation.

La production agricole, ne pouvant évoluer que lentement, n'a pu mettre sur le marché que des quantités sensiblement égales à celles qu'elle y apportait avant la guerre.

En conclusion, en nette diminution dans son ensemble, l'offre a été un facteur de hausse des prix.

b) *La demande.*

La demande, de son côté, a été également un facteur de hausse, par son accroissement important.

Il y avait, d'abord, la *présence des troupes* qui, par leur consommation propre, leur appel à la main d'œuvre locale et leurs achats de matières et de denrées, accrurent la demande.

De son côté, la population civile voyait ses revenus augmenter avec les bénéfices procurés par les dépenses d'ordre militaire. Toutes les personnes enrichies ont cherché à *élever leur train de vie* et ont essayé d'acquérir plus de biens et de services alors qu'il y en avait moins à la disposition de l'ensemble de la communauté.

D'autre part, le souvenir des famines qui ont sévi pendant la guerre de 1914 1918 sous l'administration ottomane a accentué le désir de la population de constituer des réserves alimentaires et on a pu assister, en 1941 et en 1942, à une véritable *course aux approvisionnements.*

Ces tendances ont été encore plus marquées par une autre course : celle *aux investissements.* En effet, commerçants, industriels, agriculteurs, enrichis par les conditions créées par la guerre, n'ont cessé de rechercher le meilleur moyen d'investir l'excédent de leurs profits en biens réels pour les mettre ainsi à l'abri des dépréciations éventuelles. L'or, les valeurs mobilières, les terrains, les immeubles et aussi les marchandises ont subi tour à tour ou simultanément l'assaut de ceux qui voyaient la fortune leur sourire.

c) *La spéculation.*

Évidemment, à côté de l'offre et de la demande, facteurs fondamentaux de la fixation des prix, la spéculation veillait pour tirer profit des variations éphémères. En cette période de montée presque continue, elle agissait dans le sens de la hausse et bien des fois elle a été responsable du déclenchement d'une poussée soudaine et rapide.

2. *La mesure de la hausse des prix.*

a) *Les marchandises.*

La hausse des prix ne s'est pas produite de la même façon et n'a pas atteint la même ampleur pour toutes les marchandises : pour certaines, elle a été lente et continue, pour les produits du sol et du cheptel elle s'est produite par poussées saisonnières qui n'ont pas été suivies de baisses normales, pour d'autres, enfin, et en particulier pour les textiles, c'est par saccades d'origine spéculative que la montée a eu lieu.

Les nombres-indices des prix permettent d'en suivre les variations d'ensemble. On dispose, depuis janvier 1942, de nombres-indices des prix de gros pour le marché de Beyrouth, ayant pour base le mois de juin 1939. Des estimations ont pu être établies pour les années 1940 et 1941.

On peut ainsi constater que la hausse des prix a été relativement faible au cours des premiers mois de la guerre : en juin 1940, le nombre indice des prix de gros était de l'ordre de 135. Mais, pendant la période de blocus allant de juin 1940 à juin 1941, les prix reçoivent une impulsion vigoureuse et l'indice atteint la valeur 290. Le niveau des prix en Syrie et

au Liban dépasse alors nettement celui des autres pays du Proche Orient où l'indice atteint seulement les environs de 160.

Une fois l'élan donné, la hausse s'est poursuivie par le mécanisme que nous venons d'examiner. Il y a lieu, toutefois, de signaler un mouvement de baisse au printemps et en été 1943, puis une hausse moins forte suivie d'une poussée et d'une pointe en janvier 1945, où le nombre indice a atteint le plafond de 1203.

En 1945, avec la fin progressive des hostilités et les perspectives de retour au commerce normal, l'indice des prix de gros s'est arrêté aux environs de 1.000.

Dans leur ensemble, les prix ont donc atteint jusqu'à douze fois leur valeur d'avant-guerre. La hausse a été plus particulièrement prononcée pour les produits manufacturés dont l'indice a atteint 2.610 en janvier 1945, et parmi eux ce sont les textiles, notamment les cotonnades et les filés de coton, qui ont presque toujours été en vedette.

b) Le coût de la vie.

Le coût de la vie a suivi le mouvement de hausse, tempéré cependant par l'élévation moins importante d'un certain nombre d'éléments tels que les loyers, les transports, l'éclairage et les denrées distribuées par le Ravitaillement. Le nombre indice du coût de la vie à Beyrouth n'en a pas moins atteint le maximum de 625 en février 1945; l'indice partiel du coût de l'habillement s'est élevé à 1.126 à la même date.

c) *Les cours de l'or.*

Il est intéressant d'examiner maintenant les variations des cours de l'or. Le marché syro libanais de l'or est un des rares qui soit toujours demeuré libre. L'or, considéré par les populations de Syrie et du Liban comme un instrument d'épargne de premier ordre, y est utilisé comme monnaie de compte : les biens immobiliers et fonciers, les fortunes, les troupeaux et mêmes certaines marchandises sont encore évalués en livres or.

La courbe des variations des prix de l'or indique nettement cinq poussées principales : la première, lors de la catastrophe de 1940, la deuxième au printemps 1941 lorsque la campagne de Syrie se préparait, la troisième, lente et régulière, s'est produite lors des événements adverses de la campagne de Lybie en 1942, la quatrième, de nature spéculative, a porté les cours à leur maximum en mai 1943 et la cinquième se manifeste depuis la libération de l'Europe à la suite de la reprise de contact avec les marchés européens. Une longue période de stabilité s'est écoulée du mois d'août 1943 au mois d'avril 1945, grâce à des mesures énergiques et convergentes prises par les pouvoirs publics et l'Institut d'émission.

Le cours de la livre sterling or, qui était de L. L. S. 15,68 avant la guerre, a atteint, en mai 1943, le maximum de L. L. S. 70,05 et s'établit actuellement aux environs de L. L. S. 56,50. La hausse n'est donc que de 250 %, elle est bien modeste lorsqu'on la compare à celle des marchandises; ce n'est que pendant la première année de guerre que la hausse de l'or a largement dépassé la hausse des marchandises.

d) *Les valeurs mobilières.*

Le marché syro libanais des valeurs est extrêmement étroit et peu important. Cependant, le fait que l'indice des cours ait atteint la valeur 948 en décembre 1942, alors que l'indice des prix des marchandises n'était qu'à 761, indique combien était grand le désir d'investir les capitaux qui ne cessaient de grossir. Par la suite, on vit revenir le sens de la mesure et l'indice des cours des valeurs mobilières s'établit actuellement aux environs de 540.

e) *Les prix des terres et des immeubles.*

Les valeurs foncières et immobilières connurent également l'assaut de ceux qui voulaient investir leurs enrichissements monétaires, et les prix se sont élevés en conséquence. On ne dispose malheureusement pas de statistiques suffisantes sur cette question; en 1944, on estimait les prix des terrains et des immeubles à cinq fois leurs valeurs d'avant guerre (exprimées en monnaie papier). Le nombre de transactions immobilières enregistrées par le Service forestier du Gouvernement libanais était passé de 7.000 en 1939 à 10.000 en 1943, la valeur de ces transactions passant elle-même de 10 millions de L. L. à 50 millions.

IV. — L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS

1. *Les difficultés particulières de cette intervention.*

Devant le déséquilibre social provoqué par la hausse des prix et les effets de la spéculation et de l'accaparement, les pouvoirs publics ne pouvaient rester indifférents. Ils se sont appliqués à accroître les quantités de denrées et de produits disponibles, à en assurer une répartition équitable et à freiner la hausse des prix qui amenuisait les revenus réels des classes les moins favorisées.

La mise en œuvre d'une action d'ensemble s'est heurtée à des difficultés particulières :

a) L'éparpillement des pouvoirs publics entre les diverses autorités (libanaises, syriennes, françaises, britanniques, civiles et militaires);

b) Le manque de préparation des populations à l'extrême sévérité de la discipline collective qu'implique l'application d'une économie de guerre;

c) L'inaptitude de l'administration à mettre en application des mesures rigoureuses et parfois compliquées.

Quoi qu'il en soit, il fallait ravitailler les populations, il fallait permettre à chaque famille d'acquérir le minimum vital, il fallait diriger l'excédent des ressources des deux pays vers l'effort de guerre. En conséquence, la politique économique fut exercée jusqu'en 1941 sous la direction des autorités françaises. A partir de 1941, les services du ravitaillement furent transférés aux gouvernements syrien et libanais, mais la coordination de la politique économique des deux pays a été assurée par une Commission supérieure dans laquelle siégèrent, d'abord, à titre de membres, puis à titre consultatif, des délégués français, britanniques et américains.

Pour ce qui concerne les échanges commerciaux avec l'extérieur, la Syrie et le Liban furent placés sous l'autorité du Middle East Supply Centre, organisme anglo américain qui s'est chargé, pendant la guerre, de la coordination du ravitaillement des pays du Moyen-Orient.

Toute cette cascade d'autorités n'était pas faite pour faciliter les choses, ne serait ce qu'en raison des multiples délais de transmission et de la rigidité de certaines décisions qui ne trouvaient pas toujours leur raison d'être en tous les points de l'espace et du temps.

2. *L'action sur le plan économique.*

Énumérons les principales mesures prises sur le plan économique :

a) Création d'une Direction générale du ravitaillement en septembre 1938;

b) Organisation des services du ravitaillement à l'intérieur de chaque État en mai 1941, soumis à la coordination d'un organisme supérieur commun;

c) Promulgation de textes organisant la réglementation et la surveillance du commerce intérieur en juin 1941;

d) Création de l'Office des céréales panifiables, en avril 1942, doté du monopole de l'achat, du commerce et du transport des céréales;

e) Création d'un Office pharmaceutique, en février 1943, doté du monopole de l'importation des produits pharmaceutiques;

f) Tarification et distribution contrôlée des matières premières industrielles, tarification d'un certain nombre de denrées alimentaires et blocage des loyers;

g) Diminution de la demande par le rationnement ou la restriction des achats de certaines matières (pain, sucre, riz, viande, pâtisseries, etc...);

h) Augmentation de l'offre par la limitation des exportations;

i) Augmentation de l'offre par l'aide à la production locale;

j) Création d'un Office économique de guerre en janvier 1942. Celui ci a contribué à donner une impulsion à l'industrie, à l'agriculture et aux transports, en aidant les initiatives privées et en créant lui même des entreprises.

3. *L'action sur le plan monétaire et financier.*

Sur le plan monétaire et financier, les principales mesures furent les suivantes :

a) *Consolidation de la valeur de la monnaie* par toute une série d'accords, la garantie des éléments de couverture et une continuité dans la gestion de la Banque d'émission, malgré la longue interruption des relations avec son siège social. Grâce aux mesures adoptées, le taux du change de la livre libanaise ou syrienne par rapport au sterling a pu être maintenu à la parité d'avant guerre;

b) *Effort de déflation* par une politique de restriction du crédit, l'autorisation d'exporter les capitaux à partir de mai 1943, des ventes d'or importé par les autorités britanniques;

c) *La police du marché de l'or* dont l'agitation avait des répercussions fâcheuses sur l'ensemble de l'économie. Les mesures convergentes prises en 1943 eurent pour effet de ramener le calme, pendant près de deux ans, sur ce marché.

Il faut reconnaître cependant que, du point de vue fiscal, la politique de déflation n'a pas été très énergique, le système d'imposition étant encore peu développé et la taxation directe difficilement applicable. Un impôt sur le revenu s'apparentant à l'impôt cédulaire a néanmoins été institué en Syrie en juin 1942 et un impôt sur les bénéfices de guerre au Liban en décembre 1942; mais ces taxes, de même qu'une loterie nationale créée au Liban, n'ont pas permis de drainer de la circulation des sommes considérables.

4. *Les résultats.*

Ce serait une erreur de dire que l'action des autorités ait produit des effets notables sur le niveau des prix, les faits sont là pour prouver que, malgré les efforts entrepris, la courbe des prix n'a cessé de monter et a atteint un niveau dix fois supérieur à celui d'avant-guerre.

Mais affirmer que les mesures prises ont abouti à un échec total serait également une erreur. Elles ont au moins réussi à assurer des répartitions suffisantes de céréales et de pain, à des prix accessibles à tous et c'est là un gros résultat. Des rations de sucre ont pu de même être régulièrement distribuées. D'autre part, la spéculation sur le marché de l'or a pu être jugulée et ses effets pernicieux éliminés. Dans une certaine mesure, les produits d'importation et les matières industrielles ont pu faire l'objet de répartitions rationnelles; on a pu ainsi diminuer les avantages qu'une entière liberté aurait réservée à quelques privilégiés, aux dépens des classes à revenus fixes.

V. — Les relations entre la quantité de monnaie et le niveau des prix

Le jeu de l'équation quantitative :

$$M.V = P.Q$$

où M est la quantité de monnaie (monnaie fiduciaire et dépôts en banque), V sa vitesse de circulation, P le niveau des prix et Q le volume des transactions, nous permet de nous rendre compte de l'effet du facteur monétaire sur les prix. Cet examen est rendu plus commode, si, au lieu de prendre les valeurs absolues de ces éléments, nous en considérons les nombres-indices; l'équation demeure valable lorsque les lettres représentent des indices. Nous prendrons comme période de base le mois de juin 1939.

Il n'est pas étonnant de constater que les variations de P et de M se font presque toujours dans le même sens. Ce qui frappe davantage et qui constitue un élément caractéristique de l'économie syro libanaise au cours de cette guerre, c'est le fait que l'indice des prix P est généralement très supérieur à l'indice de la quantité de monnaie M. C'est l'inverse qui a eu lieu en Palestine et en Égypte alors que le même phénomène s'est produit en Irak et en Turquie.

C'est que la théorie quantitative « élémentaire », celle qui voudrait que le niveau des prix fût simplement proportionnel à la quantité de monnaie, ne peut suffire à expliquer les faits. Il y a des facteurs extra monétaires ou plutôt autres que la masse monétaire, qui viennent exercer une action particulière sur les prix. Nous les avons passés en revue lors de l'examen du mécanisme de la hausse des prix. Ainsi, dans le cas de la Syrie et du Liban, la pénurie de produits, l'accroissement de la demande et le jeu de la spéculation ont accentué l'effet que l'augmentation de la masse monétaire aurait à elle seule exercé sur les prix, dans une mesure que l'on pourrait représenter par le rapport $\frac{P}{M}$. C'est, en effet, dans les périodes où la course aux approvisionnements a été le plus intense, pendant lesquelles aussi les accapareurs et les spéculateurs se sont montrés le plus actifs, que le rapport $\frac{P}{M}$ a été le plus élevé : fin 1941, il était de 1,62, en juin 1942, 1,95. La hausse des prix a été, à cette dernière époque 95 % plus élevée que si la masse monétaire seule avait pesé sur les prix, toutes choses égales d'ailleurs.

L'équation quantitative peut se mettre sous la forme :

$$P = M \cdot \frac{V}{Q}.$$

Les facteurs autres que la masse monétaire semblent devoir intervenir dans la détermination du niveau général des prix par leur action sur la vitesse de circulation de la monnaie V et sur le volume des transactions Q. Les rares statistiques dont on dispose à ce sujet ne permettent pas d'évaluer V ni Q. L'examen de la vitesse de circulation de l'encaisse des banques prouve que cette dernière a légèrement augmenté pendant la guerre, de plus, la monnaie utilisée au maximum pour les transactions spéculatives a circulé plus vite, mais la quantité importante de monnaie thésaurisée et inerte vient compenser en grande partie cette augmentation de vitesse et, somme toute, il semble que V ait peu varié dans son ensemble. Par contre, le volume des transactions, Q, a certainement baissé en raison de l'amenuisement des stocks et il est probable que ce facteur est le principal responsable de l'accroissement du rapport $\frac{V}{Q}$ ou $\frac{P}{M}$.

V. — Nature du phénomène

Accroissement considérable de la quantité de monnaie émise, hausse correspondante, et même plus importante du niveau des prix, ce sont là les symptômes classiques de l'inflation. Pourtant, à bien considérer le phénomène, qui s'est produit d'ailleurs en même temps et d'une façon sensiblement analogue dans les autres pays du Proche Orient, on est forcé de convenir qu'il ne s'agit pas d'une inflation proprement dite.

On réserve, en effet, ce terme aux accroissements importants de l'émission monétaire gagés par des créances de la banque d'émission sur l'État. Cette inflation ne peut être résorbée que par une ponction opérée par l'État sur la richesse monétaire nationale et par le remboursement de sa dette envers la banque d'émission à l'aide des billets ainsi prélevés.

Dans le Proche Orient, le gonflement monétaire a été d'une toute autre nature, il résulte des dépenses des autorités alliées non compensées par des fournitures de marchandises et de services. Il est gagé non par des créances sur l'État mais par des créances sur l'étranger et pourra être résorbé lorsque les créances sur l'étranger serviront à des acquisitions.

Pour la Syrie et le Liban notamment, les 340 millions de livres en circulation au 31 décembre 1944, comprenaient dans leur couverture 331 millions en devises francs et sterling, et les 259 millions de dépôts en banque, à la même date, avaient, comme contrepartie plus de 150 millions de créances sur l'étranger.

Cependant, si l'on se tient au sens que les économistes anglo saxons attribuent au mot infl tion : une rapide expansion de la quantité de monnaie non accompagnée par un accroissement correspondant des biens et services disponibles et qui a pour conséquence une hausse importante des prix, on doit admettre que c'est bien là le phénomène que nous venons d'examiner.

Pourtant, les experts réunis au Caire sur l'invitation du ministre résident britannique, en avril 1944, en une conférence financière des pays du Moyen Orient, ont préféré donner à ce phénomène particulier de gonflement monétaire le nom d'*inflation des prix*. Ils ont voulu marquer par là que la hausse des prix était le seul phénomène important d'origine locale, et qu'il ne résultait pas uniquement de l'accroissement de la quantité de monnaie.

En s'attachant à la définition anglo saxonne, on pourrait dire qu'il s'agit d'une *inflation temporaire* qui est appelée à disparaître d'elle-même avec le retour aux conditions internationales normales qui doivent déterminer un afflux de marchandises et l'utilisation des créances accumulées, pour des achats à l'étranger.

La déflation monétaire et celle des prix seront fonction de ce retour à la normale. Depuis la fin des hostilités, la reprise des relations commerciales a été très lente, l'avenir immédiat nous dira si la cadence pourra s'accélérer, si des quantités importantes de marchandises pourront être dirigées vers le Proche Orient et si sous le double effet d'un afflux de produits et d'un dégonflement monétaire le niveau des prix pourra redescendre les échelons qu'il a gravis avec tant de facilité. Au cours de l'ascension, ce sont les consommateurs qui ont fait les plus gros frais, à la descente, si elle se produit, les désavantages seront réservés aux producteurs et aux commerçants.

F. Rosenfeld.